

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2008 — 1012

[C — 2008/29139]

18 JANVIER 2008. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution des articles 30 et 67, alinéa 1^{er}, du décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des conseillers pédagogiques

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des conseillers pédagogiques, notamment les articles 30 et 67, alinéa 1^{er};

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 juillet 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 août 2007;

Vu le protocole du Comité de négociation de Secteur IX du 10 septembre 2007;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 15 octobre 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant les statuts des personnels de l'Enseignement obligatoire dans ses attributions et du Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 18 janvier 2008,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Du remboursement des frais encourus par les membres de l'inspection de l'enseignement dans le cadre de leurs fonctions*

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires, la Communauté française prend en charge, selon les conditions fixées par le présent chapitre, la couverture des frais de parcours, des frais de séjours et des frais autres, encourus dans l'exercice de leur fonction par les membres du personnel du Service général de l'Inspection, en ce compris les inspecteurs des cours de religion comme indiqué à l'article 26 du décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des conseillers pédagogiques, ci-après dénommés « inspecteurs ».

Art. 2. Pour l'application du présent chapitre, il y a lieu d'entendre par :

1^o « décret du 8 mars 2007 » : le décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des conseillers pédagogiques;

2^o « Service de l'Inspection » : chacun des Services de l'Inspection visés à l'article 3, alinéa 2, du décret du 8 mars 2007;

3^o « chef de corps » :

a) l'inspecteur général en ce qui concerne les Services visés à l'article 3, alinéa 2, 1^o et 2^o du décret du 8 mars 2007;

b) l'inspecteur chargé de la coordination de l'inspection en ce qui concerne les Services visés à l'article 3, alinéa 2, 3^o à 7^o du décret du 8 mars 2007;

c) l'inspecteur général coordonnateur en ce qui concerne les inspecteurs des cours de religion;

4^o « Administrateur général » : l'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique.

Section 2. — Du remboursement des frais de parcours

Art. 3. Les frais de parcours des inspecteurs résultant des déplacements effectués pour les besoins de leurs fonctions sont couverts dans les formes et dans les conditions de la présente section.

Tout déplacement est subordonné à une autorisation du chef de corps sur avis, le cas échéant, de l'Inspecteur général coordonnateur. Cette autorisation peut être générale lorsque les intéressés sont appelés à se déplacer régulièrement.

Art. 4. En principe, chaque déplacement doit se faire à l'aide du moyen de transport le moins onéreux. Il peut néanmoins être dérogé à ce principe si l'intérêt du Service de l'Inspection concerné l'exige et moyennant une autorisation du chef de corps.

Les inspecteurs sont autorisés à utiliser leur véhicule personnel dans le cadre des déplacements que leurs fonctions leur imposent.

Art. 5. Les frais de parcours tels que visés par la présente section couvrent :

1^o les dépenses liées aux quotas kilométriques octroyés individuellement à chaque inspecteur par le chef de corps en fonction de leurs besoins respectifs. Cet octroi est soumis à l'approbation de l'Administrateur général ou de son délégué;

2^o les abonnements aux transports en commun;

3^o les frais de parking;

4^o l'indemnisation des frais de parcours automobile effectués au-delà du quota kilométrique visé au 1^o.

Art. 6. La somme globale affectée aux frais de parcours est établie en multipliant le nombre d'inspecteurs, exprimé en charges complètes, par 18 000 et par 0,248 EUR.

Art. 7. Une indemnité kilométrique forfaitaire de 0,248 EUR est prise en compte pour l'application de l'article 5, 1°. L'indemnité applicable à l'article 5, 4°, est de 0,150 EUR.

Section 3. — Du remboursement des frais de séjour

Art. 8. Les inspecteurs astreints à se déplacer dans l'exercice de leurs fonctions ont droit au remboursement de leurs frais de séjour dans les formes et les conditions prévues par la présente section.

Il y a lieu d'entendre par :

1° « séjour » : les déplacements d'une durée supérieure à huit heures et effectués au-delà d'un rayon de 25 kilomètres de la résidence administrative.

2° « demi-séjour » : les déplacements d'une durée supérieure à cinq heures et inférieure ou égale à huit heures, effectués au-delà d'un rayon de 25 kilomètres de la résidence administrative.

Art. 9. La durée des déplacements est comptée depuis le départ du véhicule à l'aller jusqu'à l'heure d'arrivée de celui-ci au retour.

Art. 10. Une indemnité pour la nuit est attribuée chaque fois que les inspecteurs sont dans l'obligation de loger hors de leur résidence. Celle-ci ne peut être cumulée avec l'indemnité de séjour.

Art. 11. La somme globale affectée aux frais de séjour, de demi-séjour et aux indemnités pour la nuit, qui constitue un plafond budgétaire, est établie en multipliant le nombre d'inspecteurs, exprimé en charges complètes, par le montant de 1.635,00 EUR.

Par Service de l'Inspection, le nombre annuel global de séjour, de demi-séjour et d'indemnités pour la nuit tels que visés ci-dessus ne peut dépasser une moyenne de 135 par inspecteur.

L'indemnisation s'effectue, sur base de déclarations de créance et selon les conditions reprises au tableau ci-dessous.

NOMBRE DE SEJOURS/NUITS	MONTANTS FORFAITAIRES
Logement gratuit	16,3882 EUR/nuit
Logement aux frais de l'agent	33,3965 EUR/nuit
1/2 séjour	3,1404 EUR/jour
de 1 à 59	13, 2214 EUR/séjour.
entre 60 et 85	965, 00 EUR
entre 86 et 110	1.300 EUR
entre 111 et 135	1.635,00 EUR
à partir de 136	1.965,00 EUR

Art. 12. Le droit au remboursement des frais de séjour n'est pas ouvert lorsque l'intéressé bénéficie gracieusement d'un repas sur le lieu de son déplacement.

Art. 13. Sans préjudice d'autres dispositions, dans le cadre du présent chapitre, les déplacements effectués par les inspecteurs en dehors du territoire belge donnent uniquement lieu à des remboursements de la dépense réelle effectuée par les intéressés sur production de déclarations de créance et selon les modalités fixées à la section 5.

Section 4. — Du remboursement des frais autres

Art. 14. Les inspecteurs ont droit au remboursement de leurs frais autres dans les formes et les conditions prévues par la présente section.

Il y a lieu d'entendre par « frais autres », les frais qui comprennent notamment les dépenses exposées personnellement par les inspecteurs relatives aux communications téléphoniques, à l'utilisation du téléfax, à l'utilisation de l'Internet, au petit matériel de bureau ainsi qu'à l'achat de documentations de caractère pédagogique.

Art. 15. La somme globale affectée aux frais autres est établie en multipliant le nombre d'inspecteurs, exprimé en charges complètes, par un montant de 750,00 EUR.

Cet octroi est soumis à l'approbation de l'Administrateur général ou de son délégué.

La part ainsi déterminée constitue un plafond budgétaire. Elle couvre les dépenses de fonctionnement des inspecteurs selon des besoins qui leur sont individuellement reconnus et moyennant le respect des procédures d'autorisation préalable du chef de corps.

Section 5. — Des modalités de paiement

Art. 16. Tous les frais donnant lieu à remboursement font l'objet de déclarations de créance certifiées sincères et, le cas échéant, dûment assorties de pièces justificatives. Ces déclarations sont visées et contrôlées par les chefs de corps. Ce contrôle porte sur la réalité et le bien-fondé des dépenses.

Les déclarations de créance sont introduites auprès du chef de corps, au plus tard le 10 du mois qui suit celui au cours duquel la créance est née. Après examen et visa, le chef de corps transmet les déclarations de créances aux personnes visées à l'article 17, au plus tard à la fin du mois qui suit celui au cours duquel la créance est née. En cas d'introduction tardive, les créances sont frappées de nullité.

Art. 17. L'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique désigne les personnes chargées de vérifier si les conditions prévues au présent chapitre sont respectées et de mettre les créances en liquidation.

Art. 18. Les plafonds budgétaires visés aux sections 2 à 4 sont d'application impérative. Ils ne peuvent être dépassés sauf compensation intégrale opérée moyennant l'accord de l'Administrateur général ou de son délégué, par Service d'Inspection, entre les parts de leurs enveloppes budgétaires affectées respectivement aux frais de parcours, aux frais de séjour et aux frais autres.

Art. 19. Sans préjudice de l'application éventuelle de mesures disciplinaires, l'Administrateur général ou son délégué dispose de la faculté de refuser le remboursement des frais visés par le présent chapitre s'il est constaté que les bénéficiaires abusent des droits qui leur sont reconnus par ce même chapitre.

CHAPITRE II. — *De l'allocation octroyée aux inspecteurs chargés de la coordination de l'inspection*

Art. 20. Les inspecteurs chargés de la coordination de l'inspection visés à l'article 65 du décret du 8 mars 2007 précité bénéficient, durant la période de leur désignation, d'une allocation dont le montant est égal à la moitié de la différence de traitement entre l'échelle de rang 15 et l'échelle dont ils bénéficient en leur qualité d'inspecteurs.

CHAPITRE III. — *Dispositions abrogatoire et finales*

Art. 21. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 février 2004 relatif au remboursement des frais encourus par les membres de l'inspection de l'enseignement dans le cadre de leurs fonctions est abrogé.

Art. 22. Le Ministre ayant l'enseignement obligatoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 23. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2007.

Bruxelles, le 18 janvier 2008.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire,
Mme M. ARENA

Le Ministre de la Fonction publique,
M. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 1012

[C — 2008/29139]

18 JANUARI 2008. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende uitvoering van de artikelen 30 en 67, 1e lid, van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de Algemene Inspectiedienst, de Dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de Cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs, inzonderheid op de artikelen 30 en 67, 1e lid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 juli 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 27 augustus 2007;

Gelet op het protocol van het Onderhandelingscomité van Sector IX van 10 september 2007;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 15 oktober 2007, bij toepassing van artikel 84, § 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Présidente tot wier bevoegdheid de personeelsstatuten van het Leerplichtonderwijs behoren en van de Minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 januari 2008,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Terugbetaling van de kosten gemaakt door de leden van de onderwijsinspectie in het kader van hun ambt*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten draagt de Franse Gemeenschap, volgens de door dit hoofdstuk bepaalde voorwaarden, de reiskosten, de verblijfkosten en andere kosten die bij de uitoefening van hun ambt werden gemaakt door de personeelsleden van de Algemene Inspectiedienst, met inbegrip van de inspecteurs van de godsdienstlessen zoals aangeduid in artikel 26 van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs, hierna de « inspecteurs » genoemd.

Art. 2. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° « decreet van 8 maart 2007 » : het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs;

2° « Inspectiedienst » : elke Inspectiedienst bedoeld in artikel 3, 2e lid, van het decreet van 8 maart 2007;

3° « korpchef » :

a) de inspecteur-generaal wat betreft de Diensten bedoeld in artikel 3, 2e lid, 1° en 2° van het decreet van 8 maart 2007;

b) de inspecteur belast met de coördinatie van de inspectie wat betreft de Diensten bedoeld in artikel 3, 2e lid, 3° tot 7° van het decreet van 8 maart 2007;

c) de coördinerende inspecteur-generaal wat betreft de inspecteurs van godsdienstlessen;

4° « administrateur-generaal : de Administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk onderzoek.

Afdeling 2. — Terugbetaling van de reiskosten

Art. 3. De reiskosten van de inspecteurs die voortvloeien uit de verplaatsingen bij de uitoefening van hun ambt worden in de vorm en onder de voorwaarden van deze afdeling gedekt.

Elke verplaatsing is afhankelijk van een toestemming van de korpschef, in voorkomend geval, op advies van de coördinerende inspecteur-generaal. Deze toestemming kan algemeen worden wanneer de betrokkenen zich regelmatig moeten verplaatsten.

Art. 4. In principe, moet elke verplaatsing met het goedkoopste vervoermiddel gebeuren. Er mag evenwel van dat principe worden afgeweken als dit in het belang van de inspectiedienst vereist is en mits een toestemming van de korpschef.

De inspecteurs mogen hun eigen voertuig gebruiken in het kader van de verplaatsingen die de uitoefening van hun ambt noodzakelijk maakt.

Art. 5. De reiskosten zoals bedoeld in dit hoofdstuk dekken :

1° de uitgaven in verband met de kilometercontingenten die de korpschef aan iedere inspecteur individueel toekent naargelang van zijn respectievelijke behoeften. Deze toekenning wordt aan de Administrateur-generaal of zijn afgevaardigde ter goedkeuring voorgelegd;

2° de abonnementen voor het openbaar vervoer;

3° de parkeerkosten;

4° de vergoeding van de reiskosten hoger dan het kilometercontingent bedoeld in 1°, gemaakt met het individuele vervoermiddel.

Art. 6. Het totale bedrag voor de reiskosten bestemd, wordt bepaald door de vermenigvuldiging van het aantal inspecteurs, in volledige opdrachten uitgedrukt, met 18 000 en met 0,248 EUR.

Art. 7. Een forfaitaire kilometervergoeding van 0,248 EUR wordt in aanmerking genomen voor de toepassing van artikel 5, 1°. De vergoeding van toepassing op artikel 5, 4°, bedraagt 0,150 EUR.

Afdeling 3. — Terugbetaling van de verblijfskosten

Art. 8. De inspecteurs die zich bij het uitoefenen van hun ambt moeten verplaatsen, hebben recht op de terugbetaling van hun verblijfskosten in de vorm en onder de voorwaarden door deze afdeling bepaald.

Er moet worden verstaan onder :

1° « Verblijf » : de verplaatsingen langer dan 8 uur en die zich verder dan een straal van 25 kilometer vanaf de administratieve standplaats uitbreiden.

2° « Half verblijf » : de verplaatsingen langer dan 5 uur en korter dan of gelijk aan 8 uur en die zich verder dan een straal van 25 kilometer vanaf de administratieve standplaats uitbreiden.

Art. 9. De duur van de verplaatsingen wordt berekend vanaf het vertrek van het voertuig bij het heenreizen tot het uur van aankomst bij het terugreizen.

Art. 10. Een nachtvergoeding wordt verleend telkens als de inspecteurs verplicht worden buiten hun verblijfplaats te logeren. Die mag niet met de verblijfvergoeding samengevoegd worden.

Art. 11. Het totale bedrag voor de verblijfskosten, de kosten voor half verblijf en de nachtvergoedingen, dat een begrotingsplafond vormt, wordt bepaald door de vermenigvuldiging van het aantal inspecteurs, uitgedrukt in volledige opdrachten, met het bedrag van 1.635,00 EUR.

Per inspectiedienst kan het totale aantal verblijven, halve verblijven en nachtvergoedingen per jaar zoals boven bedoeld niet een gemiddelde van 135 per inspecteur overschrijden.

De vergoeding wordt uitgevoerd op basis van schuldvorderingen en volgens de voorwaarden in de onderstaande tabel weergegeven.

AANTAL VERBLIJVEN/NACHTEN	FORFAITAIRE BEDRAGEN
Kosteloos verblijf	16,3882 EUR/nacht
Verblijf op kosten van het personeelslid	33,3965 EUR/nacht
1/2 verblijf	3,1404 EUR/dag
van 1 tot 59	13, 2214 EUR/verblijf
tussen 60 en 85	965, 00 EUR
tussen 86 en 110	1.300 EUR
tussen 111 en 135	1.635,00 EUR
vanaf 136	1.965,00 EUR

Art. 12. Het recht op terugbetaling van de verblijfkosten wordt niet verleend als de betrokkene een maaltijd kosteloos krijgt op de plaats van zijn verplaatsing.

Art. 13. Onverminderd andere bepalingen, in het kader van dit besluit, geven de verplaatsingen van de inspecteurs buiten het Belgische grondgebied slechts aanleiding tot terugbetaling van de werkelijke uitgaven van de betrokkenen op vertoon van schuldvorderingen en volgens de modaliteiten in afdeling 5 bedoeld.

Afdeling 4. — Terugbetaling van andere kosten

Art. 14. De inspecteurs hebben recht op de terugbetaling van hun andere kosten in de vorm en onder de voorwaarden door deze afdeling bepaald.

Onder « andere kosten » dient te worden verstaan, de kosten houdende inzonderheid de uitgaven door de inspecteurs persoonlijk gemaakt en betreffende de telefoonverbindingen, het gebruik van de fax, het gebruik van het Internet, klein kantoomateriaal en de aankoop van documentatiemateriaal van pedagogische aard.

Art. 15. Het totale bedrag voor de andere kosten bestemd, wordt bepaald door de vermenigvuldiging van het aantal inspecteurs, uitgedrukt in volledige opdrachten, met het bedrag van 750,00 EUR.

Deze toekenning wordt aan de Administrateur-generaal of zijn afgevaardigde ter goedkeuring voorgelegd.

Het deel zo bepaald vormt een begrotingsplafond. Het dekt de werkinguitgaven van de inspecteurs volgens behoeften hun persoonlijk erkend en mits de naleving van de procedures voor een voorafgaande toestemming van de korpschef.

Afdeling 5. — Nadere regels voor de uitbetaling

Art. 16. Al de kosten die aanleiding geven tot een terugbetaling zijn het voorwerp van schuldvorderingen voor echt verklaard en, in voorkomend geval, behoorlijk voorzien van bewijsstukken. Die vorderingen worden door de korpschefs geïmprimeerd en nagegaan. Dit toezicht betreft de werkelijkheid en de gegrondheid van de uitgaven.

De schuldvorderingen worden ingediend bij de korpschef, ten laatste op de 10de van de maand volgend op de maand gedurende welke de vordering ontstaan is. Na onderzoek en visum maakt de korpschef de schuldvorderingen mee aan de personen bedoeld in artikel 17, uiterlijk op het einde van de maand na die van het ontstaan van de schuld. In geval van late indiening worden de schuldvorderingen nietig verklaard.

Art. 17. De Administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk onderzoek stelt de personen aan die belast zijn na te gaan of de voorwaarden in dit besluit bepaald nageleefd worden en moet voor de vereffening van de schulden zorgen.

Art. 18. De begrotingsplafonds bedoeld in de afdelingen 2 tot 4 hebben een gebiedende toepassing. Ze mogen niet worden overschreden behalve volledige compensatie mits de toestemming van de Administrateur-generaal of zijn afgevaardigde, per inspectiedienst, tussen de delen van hun begrotingskredieten respectievelijk voor de reiskosten, de verblijfkosten en de andere kosten bestemd.

Art. 19. Onverminderd de eventuele toepassing van tuchtsancties, heeft de Administrateur-generaal of zijn afgevaardigde de bevoegdheid om de terugbetaling van de kosten door dit besluit bepaald te weigeren als vastgesteld wordt dat de begunstigden misbruik maken van de rechten door dit besluit toegekend.

HOOFDSTUK II. — Toelage toegekend aan de inspecteurs belast met de coördinatie van de inspectie

Art. 20. De inspecteurs belast met de coördinatie van de inspectie bedoeld in artikel 65 van voornoemd decreet van 8 maart 2007 genieten, gedurende de periode van hun aanstelling, een toelage waarvan het bedrag gelijk is aan de helft van het verschil van de bezoldiging tussen de schaal van rang 15 en de schaal die ze genieten als inspecteur.

HOOFDSTUK III. — Opheffings- en slotbepalingen

Art. 21. Het besluit van de Regering van de Franse gemeenschap van 18 februari 2004 betreffende de terugbetaling van de kosten die de leden van de onderwijsinspectie bij de uitoefening van hun ambt hebben gemaakt, wordt opgeheven.

Art. 22. De Minister tot wier bevoegdheid het leerplichtonderwijs behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 23. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2007.

Brussel, 18 januari 2008.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs,
Mevr. M. ARENA
De Minister van Ambtenarenzaken,
M. DAERDEN